

# / Une autre Rome de Pierre Gras



En exclusivité, nous publions des extraits de l'introduction du livre de Pierre Gras, chercheur et écrivain, à paraître aux éditions Libel. Sous-titré *Les métamorphoses d'une métropole : du « miracle italien » au chaos quotidien ? (1950-2020)*, il propose une enquête historique passionnante et offre un regard neuf sur la Rome contemporaine confrontée aux défis de la métropolisation et de la mondialisation.

« P our reconstituer avec suffisamment de précision l'histoire des mutations urbaines de la capitale italienne à partir de l'entrelacement existant entre politique et société,

entre événements locaux et nationaux, entre facteurs économiques et sociaux et facteurs culturels, il faut prendre en compte les conséquences des décisions prises par les différents partis politiques ou groupes de pression sur le développement urbain et social de la ville, marquant de façon indélébile le visage de Rome.

Différentes séquences particulières, souvent supérieures à une décennie, se succèdent à partir des années 1950 : le "centre œcuménique politique et religieux" porté par le "miracle italien" et soutenu par la Démocratie chrétienne jusqu'à 1976, puis l'opposition au capitalisme industriel exprimée par le PCI jusqu'au milieu des années 1980, autour de l'idée d'une "métropole recomposée" à partir des liens à rétablir entre centre et périphérie, développée par le maire communiste Luigi Petroselli ; ou encore "l'identité retrouvée" promue par l'écologiste de centre gauche Francesco Rutelli puis son adjoint Walter Veltroni, du milieu des années 1990 à la fin des années 2000. S'installe ensuite une alternance systématique à chaque scrutin municipal, qui interroge la continuité des politiques publiques, Rome changeant plus ou moins radicalement de camp à chaque élection. À première vue, les Romains ne semblent plus faire confiance à leurs édiles, paraissant prêts à toutes les aventures. Mais quels qu'aient pu être leurs échecs ou leurs réussites, il faut rendre hommage aux maires de Rome, qui ont fait face à une multiplicité d'événements aussi violents, parfois, que fondamentaux dans l'organisation de la cité et dans l'évolution du poids respectif des principaux acteurs. L'absence de coïncidence entre le niveau national et le niveau local, par exemple entre 1994 à 2002, lorsque Silvio Berlusconi domine l'espace politique et dirige le pays avec brutalité, tandis que la municipalité de Rome suit une position nettement opposée, inscrite dans la tradition démocratique et civique de la ville, constitue l'un des faits marquants de cette période

longue. Un "entre-deux" au cours duquel l'État, les partis, les collectivités, les grands médias et les principaux acteurs privés (entreprises, propriétaires fonciers et promoteurs immobiliers) jouent des partitions souvent dissonantes.

## LE CHANTIER INACHEVÉ DU RENOUVEAU URBANISTIQUE

Toutefois, en partie grâce à eux – et parfois malgré eux –, Rome est devenue une métropole. La ville compte 2,87 millions d'habitant répartis sur un territoire de 1 285 km<sup>2</sup>. C'est la plus vaste commune d'Italie et l'une des principales parmi les villes occidentales, dépassant par sa superficie Paris, Londres, Berlin ou New York. Elle regroupe plus de la moitié de la population du Latium. En 1990 ont été instituées en Italie des "aires métropolitaines" constituées à partir de neuf villes expressément désignées – Turin, Milan, Venise, Gênes, Bologne, Florence, Rome, Bari et Naples (Reggio de Calabre les ayant rejointes par la suite) –, tout en laissant ouverte leur définition dans les régions dotées d'un statut administratif spécial (Sicile, Sardaigne et régions autonomes du Nord). De timides tentatives de renouvellement de la gouvernance urbaine ont été entreprises par la suite, encouragées par les velléités décentralisatrices des gouvernements de centre gauche Monti et Letta, au milieu des années 2000. Ainsi Rome s'est-elle dotée, en 2009, d'une instance spécifique (*Roma città metropolitana*), mais à l'échelle de la commune seule. Créée par la loi du 7 avril 2014, la "ville métropolitaine" de Rome (*Roma Capitale*) compte 4,32 millions d'habitants pour une superficie totale de 5 352 km<sup>2</sup>, répartis sur 121 communes, ce qui lui confère un poids considérable par rapport à l'échelon supérieur.

C'est la première métropole italienne devant Milan, Naples et Turin, qui sont les seules à atteindre ou à dépasser 3 millions d'habitants. Avec la création des "villes métropolitaines", la loi a permis d'élargir cet espace de gouvernance à une plus vaste et plus significative échelle. D'une façon générale, davantage que par la réforme des plans régulateurs généraux (PRG) hérités des décennies

## Le MAXXI de Zaha Hadid

© Pierre Gras

de l'entre-deux-guerres que dans le cadre de programmations stratégiques spécifiques, comme à Turin ou à Rome, généralement critiquées par la gauche radicale ou écologiste pour leurs excès urbanisants, c'est à l'échelle métropolitaine que s'est opéré le renouveau urbanistique. Mais ce chantier est largement inachevé. Il reste à construire un espace de cohérence et de convergence politique avec l'échelon régional, ce qui n'est pas gagné dès lors que les divergences entre la ville et le Lazio sont manifestes sur nombre de sujets importants comme le développement économique, les transports publics, ou encore l'immigration, dont le poids s'est accru dans la démographie régionale. Et la somme des intérêts particuliers – voire celui de la mafia, comme dans le dossier explosif du traitement des déchets – pèse lourdement sur les politiques municipales lorsqu'elles sont soucieuses de l'intérêt collectif.

La démocratisation de cette gouvernance est également en cause. Depuis 1972, le territoire communal est subdivisé en vingt circonscriptions, ayant chacune vingt-cinq conseillers élus (depuis juin 1981) désignés directement par les habitants en même temps que les conseillers municipaux. Les circonscriptions ont en général la charge de la gestion et de l'entretien matériel des services sociaux offerts à la population (écoles maternelles et primaires, collèges, crèches, centres culturels, établissements pour personnes âgées, etc.). En outre, leur avis doit leur être demandé obligatoirement par l'autorité municipale sur toutes les dispositions d'urbanisme (modification de plans, lotissements, etc.) et sur les nouvelles opérations de construction. Avant 1981 et la municipalité de gauche de Luigi Petroselli, les conseillers de circonscriptions étaient nommés par le conseil municipal sur la base des voix obtenues par chaque parti dans le secteur concerné, à travers une forme de proportionnelle favorisant à la fois le régime des partis et le clientélisme.

Le mouvement de décentralisation engagé dans les années 1990 a permis d'aboutir, en 1993, à l'élection au suffrage universel direct des maires. Mais pour établir un véritable partage du pouvoir avec les citoyens, il y a loin de la coupe aux lèvres. Les logiques d'alternance entre démocratie chrétienne et centre gauche n'ont pas permis d'assurer les continuités nécessaires ni d'incarner les "ruptures" annoncées. Mais les solutions autoritaires ou populistes, pas plus que les vellétés – la plupart du temps non suivies d'effets – du mouvement *Cinque Stelle*, parvenu au pouvoir à Rome en 2016, n'ont offert aucune alternative probante. Pour éviter que Rome ne se laisse séduire par des modèles extrêmes ou xénophobes hérités du passé, il paraît urgent



d'interroger la citoyenneté romaine en faveur d'une ville renouvelée et ouverte au monde dont l'histoire fournit en grande partie les clés.

### LES RÉCITS DIFFRACTÉS DE L'AUTRE ROME

[...] Le récit de cette *autre Rome* n'est pas linéaire. Il s'agit au contraire d'une histoire à multiples entrées, destinée à dénouer la complexité des fils conducteurs de ces changements, à travers des "manières de voir" qui empruntent tant aux sciences sociales et politiques qu'à l'anthropologie urbaine ou à l'expérience vécue. Car Rome a changé jusque dans son cœur même et dans son quotidien. La périphérie a pris une telle place dans le cadre de l'urbanisation qu'il est désormais impossible de raisonner à la seule échelle de la ville historique ni même de la commune de Rome, aussi étendue soit-elle.

[...] L'espace urbain romain qui a émergé depuis les années 1950 n'est pas tant l'expression d'une ville transformée et modernisée que le résultat d'une métropolisation qui a grignoté peu à peu la générosité du paysage rural et agricole, induisant des changements sociétaux et de nouveaux besoins de mobilité qui ne sont pas sans poser de graves problèmes et qu'il faut prendre en considération si l'on veut comprendre la Rome d'aujourd'hui.

[...] Il est clair que la mondialisation rend vaine toute tentative de n'éclairer les phénomènes locaux qu'à la lueur d'événements purement romains, voire italiens, sans que leur dimension globale ne soit prise en compte – ne serait-ce que parce que ces différents niveaux sont étroitement liés et imbriqués aujourd'hui. C'est pourquoi, plus encore qu'une *autre Rome*, ces récits diffractés racontent à leur manière non pas plusieurs villes, mais *mille Rome* différentes. » / Pierre Gras